Séance publique du 7 juillet 2003

Délibération n° 2003-1332

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Travaux de carrosserie sur les véhicules poids lourds - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert**

service : Direction générale - Direction de la propreté

Le Conseil,

Vu le rapport du 18 juin 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

L'opération a pour objet la réalisation de travaux de carrosserie sur les véhicules poids lourds et les véhicules spécialisés. Elle s'adresse aux 260 véhicules poids lourds et matériels spécialisés appartenant à la Communauté urbaine (camions-plateau, bennes à ordures, camions-citerne hydrocureurs et aspirateurs, semi-remorques, balayeuses, laveuses, matériels de viabilité hivernale, tracto-chargeur...).

Compte tenu du caractère aléatoire de la quantité et du rythme des travaux à réaliser, le nombre d'interventions étant étroitement lié à la survenance d'accidents ou d'incidents difficilement prévisibles, le volume des besoins est difficilement quantifiable et ne saurait être évalué dans le cadre de montants minimum et maximum. Toutefois à titre d'information, le coût moyen annuel était de 17 000 € HT, soit 20 332 € TTC en 2000, 24 000 € HT, soit 28 704 € TTC en 2001 et 15 000 € HT, soit 17 940 € TTC en 2002.

Le présent rapport a pour objet le lancement d'une procédure en vue de l'attribution des prestations de travaux de carrosserie sur les véhicules poids lourds.

Les prestations font l'objet d'un marché unique qui sera attribué à une entreprise seule ou à un groupement solidaire.

Les prestations pourraient être attribuées à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 39, 40 et 58 à 60 du code des marchés publics.

Le marché ferait l'objet d'un marché à bons de commande, conformément à l'article 72-I-2° et 5° du code des marchés publics, conclu pour une durée ferme d'un an reconductible de façon expresse deux fois une année pour une durée totale n'excédant pas trois ans.

La forme du marché est à bons de commande sans minimum, ni maximum ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 33, 39, 40, 58 à 60 et 72-I-2° et 5° du code des marchés publics ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE**1° - Approuve :**

- a) - le lancement de l'opération,
- b) - le dossier de consultation des entrepreneurs.

2° - Les prestations seront attribuées à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 39, 40 et 58 à 60 du code des marchés publics.

3° - Les offres seront jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 2001-009 en date du 18 mai 2001.

4° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget de la Communauté urbaine - direction de la propreté - exercices 2003 et suivants :

- centre budgétaire 5 340 - centre de gestion 534 100 - compte 615 511 - fonction 020 - ligne de gestion 011 410,
- centre budgétaire 5 340 - centre de gestion 534 100 - compte 615 511 - fonction 812 - ligne de gestion 011 395,
- centre budgétaire 5 340 - centre de gestion 534 100 - compte 615 511 - fonction 813 - ligne de gestion 011 401.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,